

## Un horizon de paix

par IZIO ROSENMAN

L'accord cadre entre Israël et l'O.L.P., sur la future autonomie palestinienne, dit "Gaza- Jéricho d'abord" signé en septembre 1993 à Washington a profondément modifié les perspectives politiques au Proche-Orient, en ouvrant pour la première fois une brèche dans le mur des haines et peurs réciproques entretenues depuis cent ans. Cet accord qui dessine enfin l'horizon d'une paix possible entre Israéliens et Palestiniens est le résultat d'une évolution lente des idées et des représentations chez les uns comme chez les autres. Il marque aussi sur un plan plus général une levée des blocages entre Juifs et Arabes. Après tant d'années de haine on comprend aussi la méfiance et l'incrédulité des sceptiques, car la réalité de la paix mettra beaucoup de temps à être visible.

Les Palestiniens ont compris qu'Israël fait désormais partie définitivement de la géographie des États de la région, et qu'ils auraient tout à perdre à continuer à refuser son existence. Car le refus de son existence et de toute perspective de paix ne ferait que renforcer en Israël même le camp du refus, et risquant ainsi de développer encore plus la colonisation des Territoires occupés. A attendre encore quelques années il n'y aurait plus rien à négocier.

Quant à Israël il a compris, après cinq ans d'Intifada, qu'il n'y a pas de solution militaire à la question palestinienne. Que la seule voie possible pour que la violence entre les deux peuples cesse, consiste à proposer une solution politique aux Palestiniens, une solution qui tienne compte de leur dignité, conquise par cinq ans d'Intifada, le statu quo ne pouvant éternellement durer, sans risquer de mettre à feu et à sang tout le Proche-Orient. Israël a compris que faute de signer des accords avec l'O.L.P. aujourd'hui, il risquait d'avoir à affronter dans l'avenir un adversaire plus coriace et beaucoup plus extrémiste, à savoir le Hamas, ou d'autres mouvements intégristes. La guerre risquant alors de devenir une guerre de cent ans. Itzhak RABIN a eu le courage de reconnaître cette vérité et d'en tirer les conséquences.

Là comme ailleurs, comme en Bosnie Herzégovine, seule la paix est porteuse d'avenir pour les peuples.

Cet accord en lui-même contribue à modifier les idées et la

réalité tant en Israël que chez les Palestiniens. Une indication récente illustre ce processus : alors que jusqu'à l'année dernière seuls 10 à 15 % d'Israéliens se déclaraient partisans d'un État palestinien, à présent (sondage de janvier 94), près de 50% s'en déclarent partisans, contre environ 30% qui s'y déclarent opposés. On doit aussi à ce titre se féliciter de la première nomination d'un arabe israélien comme ambassadeur ; il s'agit d'un ancien juge qui vient d'être nommé ambassadeur d'Israël en Finlande : Israël a compris qu'il fallait aussi des gestes symboliques à l'adresse des Arabes israéliens pour qu'ils ne se sentent pas les parents pauvres du processus de paix qui vient d'être engagé.

A ce propos on peut regretter que la communauté juive française se montre si timide dans l'appui au processus de paix engagé entre Israël et les Palestiniens. Félicitons-nous du succès de l'initiative du Comité de liaison des associations juives laïques qui a organisé le 5 décembre dernier dans l'Amphithéâtre Richelieu à la Sorbonne, un meeting de soutien à ces accords. Devant six cents participants et dans une ambiance chaleureuse que l'on n'avait pas connue depuis longtemps, des Palestiniens, Leila Shahid, représentante de l'O.L.P. et Elias Sanbar, rédacteur en chef de la revue Etudes Palestiniennes, des Israéliens, Claude Klein, professeur à l'Université de Jérusalem, et Avraham Rozenkier, représentant du Mapam en Europe, ainsi que de nombreuses personnalités juives françaises, ont débattu, sous la présidence de Me Théo Klein, ancien Président du CRIF, des perspectives de paix mais aussi des obstacles qui se dressent encore sur le chemin de celle-ci.

Le climat de ce nouveau dialogue judéo-arabe, auquel nous consacrons notre dossier central, s'étend peu à peu à tous les pays arabes, au Maghreb comme au Mashrek : les relations économiques et culturelles entre Israël et certains pays arabes se développent, malgré le boycott arabe anachronique qui continue officiellement à exister : des ministres israéliens sont invités, tandis que se mettent en place des programmes de coopération scientifiques, des rencontres ont lieu, comme celle symbolique organisée par l'UNESCO à Grenade. Les relations entre les pays arabes, comme la Tunisie ou le Maroc et les Juifs originaires de ces pays sont réexaminées dans un esprit d'ouverture et de vérité qui est nouveau. C'est à l'ensemble de ces questions que nous consacrons notre dossier ; nous avons l'espoir que ce nouveau climat de dialogue continuera à se développer pour construire la paix de demain : celle entre le peuple juif, dans toutes ses composantes, et les peuples arabes dans leur diversité.